

développement et civilisations



www.lebret-irfed.org

N° 359 décembre 2007

Éditorial

Se parler pour revivre

Le dialogue franco-allemand a dynamisé la construction européenne. Il s'agissait, au-delà d'accords techniques entre pays, d'établir le dialogue entre peuples ennemis.

Combien plus difficile encore est de nouer ou renouer le dialogue à l'issue de combats fratricides entre hommes et femmes d'une même nation séparés par la couleur de la peau ou les convictions religieuses! L'Afrique du Sud nous a donné l'exemple.

Christine von Kohl dans ce numéro de *Développement et civilisations* évoque avec force ceux qui, dans les pays des Balkans, parlent de leurs souffrances avec leurs bourreaux d'hier. Elle nous dit le courage qu'il faut pour raconter en même temps qu'elle en fait une nécessité pour construire l'avenir.

De cela nous avons plus ou moins conscience, mais nous en faisons l'affaire des populations directement concernées. L'article nous rappelle que nous avons tous notre rôle à jouer dans ces efforts de réconciliation. Il faut montrer que nous sommes attentifs à ce qui se passe alors que nous sommes enclins à l'indifférence et nous contentons de l'ignorance.

Il faut aussi contribuer à créer l'espoir et amorcer le développement en apportant une aide qui réponde à l'attente des peuples. Ce message, Christine von Kohl le délivre dans une description sans nuances de l'aide de l'Europe aux pays de l'ex-Yougoslavie. Mais c'est le message qui compte.

Créer l'espoir. Je souhaite que chacun d'entre vous soit dans l'année qui vient un créateur d'espoir et que ce journal vous y aide.

Yves Berthelot
bertheloty@wanadoo.fr

L'Europe et les Balkans

Une réelle coopération implique la confiance

par Christine von Kohl*

Plus de dix ans après la fin de la guerre en Bosnie, la réconciliation entre anciens belligérants progresse. Réflexions sur des initiatives locales porteuses d'espoir. Mais aussi sur le manque de compréhension et d'engagement de l'Europe occidentale en faveur des Balkans.

Durant l'été 2006, Ivo Markovic, un père franciscain de Sarajevo rapportait dans *Développement et civilisations*¹ l'initiative, l'expérience et les objectifs de la chorale *Pontamina* qu'il avait créée et dans laquelle des Serbes et des Croates chrétiens, musulmans et juifs de Bosnie-Herzégovine interprétaient de concert des chants spirituels. Une initiative de paix éloquente dans un pays où l'œcuménisme avait été vécu depuis des siècles mais qui, lors de l'horrible guerre de 1992 à 1995, avait été détruit au plus profond de ses racines. Une guerre que l'Europe de l'Ouest et l'Union européenne n'ont, à l'époque, quasiment pas voulu voir.

Au début de l'été 2007, alors que cette même Union européenne fêtait les *Cinquante ans de paix en Europe*, ce chœur unique en son genre a reçu le premier prix du concours international de chœurs à Rome, confirmant ainsi son succès dans son propre pays et dans les autres pays de l'ex-Yougoslavie, ainsi que dans le monde entier.

Une autre initiative originale de Bos-

nie-Herzégovine mériterait aussi d'être mentionnée. Elle contribue à soigner les lourds traumatismes occasionnés par la guerre dans les cœurs et les esprits. Cette initiative revient à de jeunes personnes vivant en tant que réfugiés de guerre en Allemagne et qui ont rencontré un cercle de jeunes d'inspiration chrétienne d'Europe de l'Ouest. Ensemble ils ont eu l'idée de motiver d'anciens combattants des trois camps - Serbes, Croates et Bosniaques musulmans - pour discuter de leur expérience très personnelle de la guerre. Ils sont partis de deux principes de base : d'une part qu'il ne fallait plus qu'il y ait de guerre en Bosnie-Herzégovine, en ex-Yougoslavie (ni nulle part ailleurs) et d'autre part que les guerres ne font aucune différence quant à la question de l'appartenance à l'un ou à l'autre camp.

Des traumatismes refoulés

Tuer, devoir tuer, la peur de la mort, le souhait de survivre, la nécessité de préserver de l'anéantissement sa famille, ses amis, sa patrie, l'effroi de voir les dégâts occasionnés par

* Christine von Kohl est journaliste à Vienne (Autriche), engagée depuis plus de quarante ans sur les Balkans comme correspondante de médias germanophones et scandinaves. Elle est l'auteure de nombreux livres : *Yougoslavie* (1990), *Albanie* (1998 et 2003, éd. Beck, Munich), *Kosovo, nœud gordien*, avec Wolfgang Libal (1992) et *Balkans, chaos ou stabilité en Europe* (2000, éd. Europa, Hambourg).

la guerre sur les hommes et leurs corps, les dégâts matériels dans les zones d'habitation et les espaces de vie... Tout cela constitue une terrible expérience à la fois individuelle et collective. En outre, très peu de ceux qui ont participé à la guerre sont capables de traduire cette expérience par des mots et d'en discuter avec leur famille, leurs collègues ou des médecins. Les conséquences de la guerre génèrent pourtant de profondes blessures au sein de l'ensemble de la communauté, au sein de la population civile, car aucun homme, mari, père ou fils qui a fait la guerre n'en revient indemne, ne retourne à la « normalité ».

L'idée de parler de ses blessures d'égal à égal avec l'ennemi même qui a causé ces blessures dépasse souvent la force de certains auditeurs.

Un exemple concret très récent - valable pour des milliers d'autres cas - illustre les conséquences de ces traumatismes refoulés. En 1993, une femme bosniaque s'installe à Vienne comme réfugiée avec ses deux petites filles. Au cours de l'été 2007, elle se blesse lors d'une mauvaise chute et est transportée à l'hôpital. Lors des soins, le médecin veut utiliser un gros sparadrap. A la vue de cet objet, la femme perd tout contrôle. Elle se met à crier et à tempêter, frappe autour d'elle, impossible de la calmer. La femme est alors transportée dans l'aile psychiatrique de l'hôpital, sous tranquillisants. Elle est diagnostiquée schizophrène. Jusqu'à ce que l'une de ses filles raconte à une autre Bosniaque que leur mère a été violée durant la guerre en présence de ses deux fillettes et que ses agresseurs lui avaient appliqué un gros sparadrap sur la bouche pour l'empêcher de crier. Elle n'avait depuis lors jamais parlé de cet incident à quiconque, mais son comportement à l'hôpital était clairement en cohérence avec son vécu psychologique.

Toute la profession médicale reconnaît aujourd'hui que ce genre de traumatismes se manifeste souvent au travers de troubles physiques ou psychiques après des décennies de non-dit. En réalité, nos sociétés si attentives aux droits de l'homme devraient, en présence de chaque réfugié - y compris des enfants - et

quelle qu'ait été la guerre, partir de tels vécus et prendre préventivement des dispositions thérapeutiques. Cela préviendrait bien des criminalités et réduirait les dépenses sociales publiques qui en résultent.

L'initiative des vétérans, évoquée au début, vise à favoriser le dialogue. Elle essaie justement de traiter ce problème à la racine en abordant, publiquement, des faits de guerre précis. La méthode concrétisant le concept du Centre pour l'action non violente (*Centar za nenasilnu akciju*) consiste avant tout à trouver des vétérans de guerre qui sont d'accord sur le principe même d'engager le dialogue avec l'ennemi ou les ennemis d'hier.

Les candidats passent tout d'abord quelques semaines entre eux à échanger en profondeur, accompagnés par des psychothérapeutes et des médiateurs professionnels. Ces rencontres se tiennent par exemple dans un petit hôtel à l'environnement calme ou à la campagne. Lorsque tous sont prêts, le travail peut être présenté en public au cours d'une conférence suivie d'un débat auquel participe un médiateur.

Tous les participants savent que ce genre de manifestation implique beaucoup d'efforts et d'émotions de la part de chacun, qu'il se trouve sur le podium ou dans le public. De plus, parmi ceux qui sont sur la scène, se trouvent des blessés graves qui ont perdu un bras, une jambe ou la vue. Le souvenir des horreurs de la guerre, de la perte de proches est encore récent.

L'idée de parler de ses blessures d'égal à égal avec l'ennemi même qui a causé ces blessures dépasse souvent la force de certains auditeurs. Les participants présents sur le podium sont très souvent confrontés à des protestations passionnées, enflammées et sont alors traités de traîtres parce qu'ils ne veulent pas retenir l'image de l'ennemi qui s'est fixée, de façon com-

préhensible, dans la conscience des victimes survivantes.

Malgré toutes ces difficultés, les instigateurs poursuivent ces expériences dans les différentes parties de Bosnie-Herzégovine et dans les autres États de l'ex-Yougoslavie qui ont été impliqués dans la guerre. Malgré la difficulté à trouver des vétérans volontaires, leur nombre grandit toujours et, après une dizaine d'années, le chiffre des sympathisants de ce projet s'élève à plus d'un millier. Parallèlement, des films comme *Tragovi* (Traces) ont été réalisés. Ils ne laissent aucun spectateur insensible et permettent de diffuser le message: « *Plus jamais de violence* » vers des publics plus larges. En 2005, pour la première fois en Autriche, une conférence et une soirée cinématographique ont été organisées en présence de la diaspora locale. Et, là aussi, les réactions des réfugiés de la guerre de Bosnie étaient partagées. Mais cela a déclenché des discussions qui se poursuivent et, même si les effets sont indirects, ils ont au moins permis une certaine libération psychique.

Le désintérêt des Occidentaux

Une question sera déterminante pour le futur : est-ce que les hommes politiques de l'Union européenne, des centres politiques internationaux vont vraiment comprendre ce genre d'initiative ? Comprendra-t-on le message politique et psychologique contenu dans l'initiative de la chorale *Pontamina* et son succès, y compris au sein de son propre environnement, alors qu'il aurait pu être rejeté sciemment et volontairement par celui-ci ? Comprendra-t-on que l'initiative *Plus jamais de violence* se fait l'écho des voix de la population ?

Ces messages s'adressent aussi à nous, qui n'en faisons pas partie mais qui portons aussi la coresponsabilité de l'avenir de l'Europe. Ils peuvent être traduits en ces termes : « *Nous, les vaincus de tous camps, nous voulons et pouvons commencer par construire un avenir commun dans notre pays, la Bosnie-Herzégovine. Il ne sera pas une répétition du passé mais il sera*

porté par la conscience de la nécessité de vivre et travailler avec et au côté les uns des autres et de contribuer à une perspective d'avenir pour nos enfants. Aidez-nous dans cet effort, car les destructions de la guerre et de l'après-guerre sont trop profondes, notre force est affaiblie. Aidez-nous dans notre effort à construire des perspectives qui n'existent pas après presque quinze ans de « protectorat » international. Aidez notre économie, pour que des sources d'emplois soient créées, qui vont développer nos capacités et nos initiatives laissées en friche, et qu'à nouveau notre courage de vivre soit réveillé. Ne nous traitez pas en colonie insoumise. Un avenir commun dans une Europe commune en paix ne pourra être mis en œuvre que sur la base de mêmes droits et de mêmes devoirs de toutes parts. Alors seulement pourra émerger une confiance réciproque ».

L'Europe, l'Union européenne avant tout, n'a pas réussi à combler les attentes (en partie exagérées) des États dont le régime communiste est tombé à la fin des années 1980. Les espoirs ont été déçus, la confiance s'est heurtée à la réalité et pourtant, sans confiance, il ne peut pas y avoir d'avenir européen commun.

Malheureusement, et on ne peut plus en douter, les messages en provenance de Bosnie-Herzégovine n'ont pas été compris. Le désintérêt de la politique occidentale à l'égard des événements et développements internes de l'ex-Yougoslavie, et plus généralement des pays du sud-est de l'Europe, est trop patent. Toute une série d'exemples indique que les signaux n'ont pas été pris en compte, par exemple dans le cas compliqué du Kosovo.

A plusieurs reprises, des résultats électoraux ont montré que la majorité de la population - après la fin de la guerre du Kosovo à l'échéance des années 90 - préférerait vivre en paix comme avant, trouver n'importe quelle solution pacifique pour

résoudre le conflit serbo-albanais.

Ces opinions ont sous-tendu le discours politique de celui qui a été Président du Kosovo pendant plusieurs années, Ibrahim Rugova. Dans les années 80, il avait réussi à contenir les réactions violentes de son peuple face aux provocations serbes. En effet, à l'époque il avait une ferme conviction : « Le monde va nous comprendre, le monde va nous aider ! ». Il a arpenté ce

Le désintérêt de la politique occidentale à l'égard des événements et développements des pays du sud-est de l'Europe est trop patent.

« monde » inlassablement. Il a été reçu par beaucoup d'hommes d'État ou leurs représentants. On l'a écouté avec plus ou moins d'attention mais personne n'a aidé les Albains, jusqu'à ce que les États-Unis se décident à agir. D'abord par la voie diplomatique à travers la Conférence de Rambouillet² que Slo-

bodan Milosevic n'a pas reconnue, puis par la violence : les bombes de l'OTAN ont puni la Serbie pour ses crimes contre la population albanaise, majoritaire au Kosovo et pour violations graves des droits humains. Tel était l'énoncé de la motivation officielle.

Cependant ce bombardement devait, par la suite, s'avérer être un boomerang politique. Des nationalistes serbes ont récupéré la compréhensible colère de la population civile et ont pu ensuite jouer avec succès, sur la scène internationale et locale, le rôle de victimes des cercles anti-serbes occidentaux. L'Occident n'a pas vu que la population serbe, qui n'avait pas reçu de la part de médias sous contrôle des informations exactes sur les événements de la guerre en Bosnie-Herzégovine, ignorait complètement l'empiètement dramatique perpétré par les Serbes au Kosovo. Et par conséquent, la « punition » politique ne pouvait pas être comprise.

Jusqu'à présent, les négociations internationales pour résoudre le conflit du Kosovo, qui avaient été encouragées par les États-Unis à Rambouillet, sont engagées avec les mêmes puissances politiques siégeant à Pristina, ces « seigneurs de guerre » qui, malgré tous les résultats électoraux, ne jouissent pas

Libre propos

Echecs et réussites

Christine von Kohl écrit : « L'Union européenne ne veut rien voir... Elle se désintéresse des Balkans... Personne à l'Ouest ne s'est donné la peine d'aider les populations... L'industrie et l'agriculture n'ont pas été soutenues... ». Non, l'Union européenne a fait beaucoup pour venir en aide aux populations des Balkans ces quinze dernières années.

Dans le style de l'Union européenne : le *soft power*, c'est-à-dire amener l'autre à vouloir ce que vous voulez. En gros : Etat de droit, paix et prospérité, aide pour se démocratiser et crédits généreux. Cela n'a pas fonctionné. Et finalement, l'Union a rejoint les Etats-Unis (et l'ONU) pour utiliser la bonne vieille méthode du *hard power* : la diplomatie appuyée par les armes. D'où les interventions militaires en Bosnie et au Kosovo.

Les échecs dans les Balkans ne peuvent pas occulter les réussites : dix pays de l'ex-empire soviétique ont adhéré à l'Union européenne en 2004 et 2007 à la fin d'un processus marqué justement par l'appropriation par ces pays eux-mêmes des « valeurs » de l'Union, à savoir : le renoncement à la force pour régler les différends, la démocratie, la paix et la prospérité.

Balkans : s'agit-il d'un échec définitif de l'Union européenne? Est-il encore temps de s'orienter vers une solution raisonnable, à savoir paix et droits de l'homme aujourd'hui dans la perspective d'une adhésion à l'Union demain ? La carotte de l'adhésion et le bâton des forces militaires de l'OTAN en attendant.

Les Balkans nous renvoient à nous-mêmes : quelle politique étrangère et de sécurité voulons-nous pour l'Union européenne ? L'élargissement de l'Union à quelles conditions ?

Antoine Sondag
asondag57@yahoo.fr

de la confiance de la population albanaise. Celle-ci sait que ces politiciens poursuivent avant tout le but de conforter le pouvoir qu'ils ont acquis et profiter ainsi de l'appui des USA. Les espoirs placés dans une Europe plus compréhensive

pour cette région ne se sont pas concrétisés. A cause de son manque d'unité interne, l'Union européenne reste marginale, bien que ce conflit entre Serbie et Kosovo représente un thème central pour la stabilité dans cet espace européen.

« Le vocabulaire mais pas la grammaire »

Il semble que les hommes politiques des pays industrialisés et démocratiques occidentaux préfèrent, à propos des pays d'Europe du Sud, parler de droits humains, de démocratie, d'Etat de droit dans l'esprit de leurs traditions et expériences. Ils préfèrent en parler abondamment, tout en agissant selon des schémas déjà connus : d'un côté conserver les préjugés courants (et erreurs d'appréciation) et de l'autre, afin de pouvoir faire montre de leurs propres succès, éviter si possible le débat sur une réalité méconnue.

Les nuances existant au sein des populations politiquement non expérimentées, que nous mentionnons ici, sont peu perceptibles aux politiciens occidentaux. Leurs interlocuteurs sont exclusivement les détenteurs du pouvoir post-communiste qui se sont très vite mis au langage des diplomates et hommes politiques occidentaux et qui ont dit à leurs interlocuteurs exactement ce que ceux-ci avaient envie d'entendre. « *Dans l'après communisme, les successeurs ont vite changé le vocabulaire mais pas la grammaire* », a dit un homme intelligent (un philosophe polonais

dont je ne me rappelle plus le nom). Les Occidentaux, enivrés par leur besoin de succès rapide, ont cru ce qu'ils entendaient (et voulu entendre).

C'est aussi pourquoi ils n'ont pas pris conscience que, jusqu'à présent, la politique intérieure des pays du sud-est de l'Europe n'a pas complètement réussi à se détacher du communisme. Ce ne sont plus les vieux qui sont à la barre mais de jeunes ambitieux qui ont compris très vite comment poursuivre les intérêts actuels de leur caste politique, de leur élite. Ils ont eu aussi des succès personnels. En revanche, les populations n'accordent pas leur confiance à ces politiciens qui se sont trop vite enrichis et qui ont freiné trop souvent de sérieux efforts de réforme. Apparemment il suffit d'une « belle façade » puisque Bruxelles n'en exige pas davantage. La négligence à l'égard des besoins de larges couches de populations attise le souvenir nostalgique des années communistes : « *Avant cela allait mieux pour nous* », entend-on dire. Et malheureusement les gens ont, d'un certain point de vue, raison : « *Du moins n'y avait-il pas alors de réel chômage !* ».

Manifestement, personne à l'Ouest ne s'est sérieusement donné la peine, durant ces quinze dernières années, d'aider la population à se développer, et par là même de don-

ner aux individus des perspectives d'avenir. Nous opérons avec des concepts tels que « démocratie » (que les communistes s'étaient aussi attribué), « Etat de droit » (terme qui dépasse la compréhension des personnes qui n'ont jamais pu prendre des décisions par elles-mêmes sur leurs « seigneurs ») et « Droits humains », dont la signification peut être totalement étrangère à ceux qui ont subi maintes et maintes injustices de la part de forces politiques nationales ou étrangères.

De plus, nous Occidentaux nous poursuivons nos intérêts dans ces pays respectifs - ce que des per-

sonnes qui ne connaissent pas nos traditions peuvent aussi comprendre. Notre industrie fait produire à bas prix grâce aux bas salaires et rapatrie largement ses bénéfices à l'Ouest. La demande de sécurité juridique pour les investisseurs occidentaux n'a été que le prétexte bien utile pour que la privati-

sation joue aussi en notre faveur. Et pour obtenir l'accord que des « partenaires » occidentaux puissent investir dans des entreprises locales avec un taux de rentabilité extrêmement élevé. Et derechef, les revenus se sont retrouvés pour partie dans des poches individuelles et pour partie de retour à l'Ouest.

Cependant l'industrie et l'agriculture locales n'ont été soutenues ni par l'Union européenne (par exemple par son pompeusement dénommé *Pacte de stabilité pour le sud-est européen*) ni par les instituts financiers internationaux. Des emplois n'ont pas pu être créés et une grande part de la population vit proche ou en dessous du seuil de pauvreté. Cet état de fait n'est pas clairement lisible dans les statistiques officielles. A l'Ouest, on se gargariserait plutôt des revenus à l'exportation en croissance dans ces pays, alors que devant la rude réalité on y récolte une âpre critique. Les populations se sentent « colonisées » par l'Occident, par l'Union européenne. Un jour, lorsque la politique de ces pays sera menée par une génération qui ne sera plus politiquement inexpérimentée, nous en payerons les conséquences.

La politique intérieure des pays du sud-est de l'Europe n'a pas complètement réussi à se détacher du communisme.

Bilatéral ou régional

L'aide à la région des Balkans pose la question de l'équilibre entre approche régionale et approches bilatérales. Entre 1996 et 2005 tous les pays issus de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie ont fait connaître leur souhait de rejoindre l'Union européenne. La Slovénie en est devenue membre en 2003. L'Union a accepté la candidature de la Croatie et de la Macédoine et reconnaît l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie comme « candidats potentiels ». Cela s'accompagne d'une aide aux changements institutionnels et d'un certain soutien au développement des infrastructures, des investissements et de l'enseignement.

Ces approches bilatérales ne répondent pas au besoin de rétablir des liens économiques et culturels entre les pays des Balkans. Dès 1997, la CEE-ONU, sous l'impulsion des Etats-Unis et malgré les réticences de l'Union européenne, offrait un forum neutre pour que ces pays dialoguent et définissent eux-mêmes leurs priorités. Ce fut la *Southeast European Cooperative Initiative* (SECI). Le dialogue s'est noué, mais les soutiens financiers ont fait défaut et la SECI s'est fondue dans le Pacte de Stabilité financé et contrôlé par l'Union européenne.

Une profonde ignorance

« Les Balkans ne m'intéressent pas.... Les gens là-bas se sont toujours tapés mutuellement sur le crâne... C'est leur problème, ils nous sont étrangers... ». On entend de tels points de vue non seulement au comptoir des bistrot de campagne ou de ville mais aussi dans les hautes sphères politiques et diplomatiques internationales qui ont d'ailleurs souvent, à travers une fonction ou une autre, à faire professionnellement à ces « Balkans ». C'est révoltant parce que cela révèle non seulement une profonde ignorance mais aussi un manque de conscience, de responsabilité sociale envers des personnes d'une région que nous considérons et traitons depuis des décennies comme faisant formellement partie de l'Europe.

Ces pays et ces populations doivent-ils maintenant être en quelque sorte punis pour le fait d'avoir été sous le joug communiste, d'avoir été élevés « à la communiste » ? Et pour le fait que le système d'économie communiste se soit écroulé et qu'ils se soient retrouvés assis au milieu des décombres lorsque le système du parti unique s'est lui aussi effondré ? N'avions-nous pas le devoir, nous Europe de l'Ouest, économiquement florissante depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale grâce au « plan Marshall », de remettre ces pays économiquement à flot afin qu'ils puissent trouver un rattachement – politique, économique et social - à cette Europe de l'avenir et de la paix ? Les USA ont compris en son temps - alors que l'Allemagne détruite était à terre - que c'était leur intérêt bien compris de reconstruire une Europe, avec l'Allemagne en son centre, comme partenaire et futur marché. Pourquoi l'Union européenne n'a-t-elle pas eu la clairvoyance de mener une politique similaire en Europe du Sud ?

D'où vient cette affirmation que les peuples des Balkans ont pour ainsi dire « dans le sang » le désir de se tuer les uns les autres ? Entre les peuples bulgare et roumain, alba-

nais et roumain, macédonien et croate, serbe et bulgare il n'y a jamais eu de guerre d'aucune sorte. En revanche, il y a eu un grand nombre de soulèvements - de petits spontanés, de plus gros localement - politiquement organisés contre les occupants respectifs. L'espace entre la Méditerranée et la Mer Noire a constamment été, au fil des siècles, convoité, conquis provisoirement et occupé. Puis sont venus les 500 ans du « Joug turc », ainsi qu'on appelle dans les Balkans la domination du puissant sultan du Bosphore. Enfin les éléments du nationalisme romantique³ de l'Europe occidentale qui ont été repris par les peuples et leurs élites intellectuelles et qui ont procuré aux combats pour la liberté des représentations concrètes d'indépendance et de liberté.

Pour tout cela on se battait, mais pas

contre les voisins qui pour la plupart se trouvaient, eux aussi, dans une situation similaire. Les guerres entre les peuples balkaniques n'ont commencé qu'au 20^{ème} siècle. Cependant ce sont les intérêts des grandes puissances qui ont allumé la mèche dans la mesure où elles ont déplacé et instauré des frontières de manière autoritaire sans se préoccuper des besoins des populations concernées.

L'IMRO (Organisation révolutionnaire de la Macédoine intérieure), qui a combattu entre 1883 et 1934, avec des méthodes militaires et terroristes pour une Grande Bulgarie, en a été une réaction typique. Ce fut une phase durant laquelle, en effet, des peuples balkaniques se sont battus entre eux. D'ailleurs en partie soutenus par l'Allemagne, surtout après le Traité de Versailles qui avait divisé une partie de l'Allemagne vaincue et attribué des territoires à des voisins. Cette expérience a été avant tout vue par des milieux nourris d'un certain patriotisme simpliste, dans les années de l'entre-deux guerres, pour affirmer une certaine solidarité avec les combattants des Balkans.

Après la mort de Tito, les guerres suscitées par les nationalismes et

qui ont ensuite éclaté entre les républiques yougoslaves, alimentées par des revendications sans scrupules de politiciens serbes pour la suprématie d'une Grande Serbie, n'étaient pas des guerres civiles en soi. Au départ, elles n'ont pas été entretenues par Slobodan Milosevic, il n'était « que » l'instrument consentant de ces cercles nationalistes. C'étaient des guerres classiques d'agression au service des prétentions territoriales serbes et croates. Comme souvent, s'agissant de guerre, la responsabilité en incombe aux hommes politiques. Les Serbes, quant à eux, l'avaient préparée depuis de longues années au moyen de campagnes de provocations sans égales. Face à la guerre, la population formée dans le communisme s'est retrouvée largement démunie. Pire encore, les historiens futurs pourront prouver que ces cercles politiques se sont servis, contre la population musulmane en Bosnie-Herzégovine, de méthodes qui s'assimilent jusque dans le détail aux méthodes du 3^{ème} Reich au cours de ses premières années, avant le déclenchement de la machine à tuer utilisée contre la population juive.

En Europe, il a fallu les événements tragiques du 3^{ème} Reich, la folie des grandeurs de cet Autrichien en Allemagne et l'horreur inexplicable d'un holocauste pour qu'apparaisse en Europe occidentale une nouvelle conscience : il ne doit plus jamais y avoir de guerre dans cet espace. Les premiers pas vers la vision d'une Europe totalement en paix, concentrée sur sa force économique, se sont faits de façon très pragmatique. Ensuite seulement les formes politiques de l'Union européenne se sont développées. Aujourd'hui nous continuons de bâtir à Bruxelles dans cette perspective et nous savons que celle-ci est bien loin d'être atteinte.

Que peut faire l'Union européenne ?

Dans leurs rapports avec l'ex-Yougoslavie et les autres pays du sud-est de l'Europe (les Balkans) l'Occident et particulièrement l'Union européenne n'ont manifestement pas vu que la volonté d'adopter notre statut d'État démocratique, d'État de droit, avec un système

**Notre industrie
fait produire
à bas prix
grâce aux bas salaires
et rapatrie
largement ses bénéfices
à l'Ouest.**

économique qui fonctionne, n'allait pas aboutir en si peu d'années. N'avons-nous pas dû, nous aussi, rassembler des expériences de tous ordres pendant des siècles - des guerres, même entre différentes religions chrétiennes, des révolutions, des révoltes, l'anarchisme, le servage, des occupations, des migrations volontaires ou forcées de populations entières et beaucoup d'autres choses encore - afin d'atteindre le niveau politique actuel de notre société ? Cela ne fait qu'une cinquantaine d'années que la paix règne en Europe occidentale. Sans mentionner les combats sanglants pour la liberté et l'autonomie au sein même des pays membres comme l'Espagne, l'Irlande, Chypre, et sans prendre en considération les futurs membres voisins comme la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo-Serbie.

Tous les pays d'Europe du Sud-Est sont affectés par l'émigration des jeunes qui veulent aller dans n'importe quel pays à l'Ouest.

temps, le conflit du Kosovo ne semble pas s'orienter vers une solution définitive. Le sud-est de l'Europe se trouve en crise. Là où des « protectorats » internationaux sont en place depuis plus de dix ans, les populations sont maintenant sans illusion, c'est-à-dire sans espoirs et le plus souvent sans perspectives, en état d'apathie pour les générations les plus âgées et dans une phase de soulèvement, de résistance et de contradiction au sein de la jeune génération.

De plus, tous les pays d'Europe du Sud-Est sont affectés par l'émigration des jeunes qui veulent aller dans n'importe quel pays à l'Ouest et trouver n'importe quel travail plutôt que de rester perdre son temps dans son pays, sans aucun espoir. L'Union européenne - dans son aveuglement et sa surdité - est fière de ses nombreuses initiatives permettant de prodiguer une meilleure formation aux jeunes de ces régions. L'offre va d'appuis à des écoles et universités de ces pays mêmes jusqu'à des bourses et des places d'étudiants, des cours et des formations spécialisées dans de nombreux domaines. Ce faisant, on

n'a malheureusement apporté aucun concours à la construction des pays concernés, bien au contraire. Précisément ces mêmes jeunes personnes qualifiées quittent le pays grâce à notre soutien. Était-ce là notre objectif ? La question reste posée.

Que doit et que peut faire l'Europe ? Organiser, par exemple, une autre conférence sur les Balkans ? Celle-ci devra alors traiter de l'avenir et rien que de l'avenir. Ses participants ne devront pas seulement se composer de politiciens en exercice mais en majorité de jeunes personnes de toutes catégories sociales s'intéressant à la politique. L'Union européenne ne devra pas y agir en tant que donneur de leçons mais exclusivement en tant que médiateur. Le but de la conférence ne sera pas d'apporter une solution politique précise mais de construire un contact vers l'Union européenne et, à l'inverse, vers les personnes de l'Europe du Sud-Est. Un début pour de nouvelles bases de confiance pourrait y être trouvé.

Christine von Kohl
c.v.k@aon.at

*Traduit de l'allemand
par Christel Bellec-Chevalier*

¹ - *Développement et civilisations* n° 345, juillet-août 2006.

² - Réunion des ministres du Groupe de Contact (USA, Grand Bretagne, Allemagne, France, Italie et Russie), en février 1999, pour tenter de parvenir à un accord sur l'autonomie du Kosovo.

³ - Courant de pensée qui a traversé toute l'Europe. En Allemagne et dans la zone germanophone ce courant se définissait aussi en réaction aux guerres napoléoniennes.

Développement et civilisations, publication éditée par l'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed
49, rue de la Glacière - 75013 PARIS - 33(0)1.47.07.10.07 - contact@lebret-irfed.org

Développement et civilisations est le nouveau titre de **Foi et développement** publié, depuis 1972, par le Centre Lebret devenu Développement et Civilisations - Lebret-Irfed. Il reprend le titre de la publication éditée par l'Irfed de 1960 à 1973 **Développement et civilisations**.

L'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed est animée par un réseau d'acteurs de développement solidaire. Avec eux, elle conduit un travail de recherche et de formation. Son budget est assuré par des cotisations, dons, subventions et prestations de service. **Bureau de l'association** : Yves Berthelot (président) - Jean-François Giovannini (vice-président) - Boutros Labaki (vp. Moyen Orient et Monde arabe) - Rethinam Mathias (vp. Asie) - Jorge Balbis (vp. Amérique Latine) - Yves Glorieux (trésorier-administrateur) - Isabelle Duquesne (directrice).

Publication - directeur : Yves Berthelot, directeur de la rédaction : Richard Werly, secrétaire de rédaction : François Bellec, Conseil de rédaction : Yves Berthelot, Vincent Berthet, Pierre-Henri Chalvidan, Roland Colin, Jovite de Courlon, Bernadette Denys, Jacqueline Heinrich, Lucien Heitz, Darwis Khudori, Serge Lafitte, Gabriel Marc, Emile Poulat, Sergio Regazzoni, Christian Rudel, Pierre Vilain, Hassan Zaoual, - secrétariat : Sally Rousset.
publications@lebret-irfed.org

La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de Développement et civilisations. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Abonnement annuel tous pays (10 n°/an) : 38 € - 60 CHF - Le numéro : 4 € - 7 CHF - chèque en €, CHF ou US\$ à l'ordre de Lebret-Irfed.
Virements bancaires : en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE)
ou en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)